



Geneva Water Hub

Février 2019

# Rapport de la table ronde : L'Eau, vecteur de la paix au Sahel

Ce document, préparé par le Geneva Water Hub, rend compte des échanges et recommandations de la Table ronde sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel ayant eu lieu à Genève les 20 et 21 novembre 2018. Il a par ailleurs vocation à fédérer et mobiliser des acteurs engagés dans le domaine de l'eau et de la consolidation de la paix pour des actions de terrain en faveur d'une approche qui intègre l'eau comme vecteur de paix au Sahel.

La table ronde a réuni des experts et représentants de différentes entités publiques et privées qui sont intervenus à titre personnel et qui ont, par leur engagement, activement contribué à la réussite de cette rencontre et des résultats présentés dans ce rapport.

Centre d'excellence spécialisé en hydropolitiques et en hydrodiplomatie, le Geneva Water Hub a pour objectif de mieux comprendre et contribuer à la prévention des tensions liées à l'eau en considérant les conflits d'usage entre secteurs publics et privés, entre entités politiques et entre États. Il s'engage en tant que Secrétariat du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix à promouvoir et à contribuer à la réalisation des recommandations du rapport du Panel rendu public en septembre 2017.

Le Geneva Water Hub développe un agenda hydropolitique visant à mieux gérer les conflits liés à l'eau et promouvoir l'eau comme instrument de paix avec le soutien de la Coopération suisse au développement (DDC) et de l'Université de Genève.

Pour plus d'information, veuillez contacter le Geneva Water Hub – Secrétariat du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix à travers l'adresse [contact@genevawaterhub.org](mailto:contact@genevawaterhub.org) et consulter notre site internet : [www.genevawaterhub.org](http://www.genevawaterhub.org)

Avec le soutien de :



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Direction du développement  
et de la coopération DDC**



**UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE**

## Résumé

La région du Sahel connaît une aggravation de sa situation sécuritaire au cours des sept dernières années dans laquelle les accès à l'eau et aux ressources naturelles jouent un rôle majeur dans les tensions entre communautés. Cette situation s'est notamment instaurée suite aux déficiences des politiques de développement et à des crises de confiance dans les relations entre les Etats et leurs populations. Des initiatives multilatérales récentes visent à répondre à cette problématique à travers une approche de nexus « sécurité et développement ». Leur mise en œuvre se caractérisent jusqu'ici par un accent donné au volet militaire. L'aspect vital et stratégique de l'accès à l'eau et aux services de base est par ailleurs sous-estimé. Afin de contribuer à la recherche de solutions pour la région, le Geneva Water Hub a organisé en novembre 2018 une table ronde pour conceptualiser des actions concrètes où l'eau est centrale pour le développement et la stabilisation. Ce rapport présente les résultats de ce travail qui dresse des axes d'engagement potentiels en considérant, entre autres, les enjeux de consolidation de la paix, du rôle des agences de bassin transfrontière et d'autres structures interétatiques, de l'engagement des forces armées, de l'intervention humanitaire ainsi que de l'implication de la société civile, du secteur privé et de la jeunesse et des populations locales en vue d'actions ayant recours à l'eau comme vecteur de la paix.

## Abstract

The Sahel region has experienced a deterioration of its security situation over the last seven years in which access to water and natural resources play a major role in tensions between communities. This situation has notably been the result of deficiencies in development policies and crises of confidence in the relations between states and their populations. Recent multilateral initiatives aim to address this issue through a "security and development" nexus. Their implementation has hitherto been characterised by a focus on the military component. The vital and strategic aspect of access to water and basic services is however underestimated. In order to contribute to the crafting of solutions for the region, the Geneva Water Hub organised a roundtable in November 2018 aiming to conceptualise concrete actions in which water is central to development and stabilisation. This report presents the results of this work, which outlines potential areas for engagement, considering, inter alia, the stakes pertaining to peacebuilding issues, the role of transboundary basin agencies and other interstate structures, the engagement of armed forces, humanitarian interventions as well as the involvement of civil society, the private sector, youth and local populations for actions using water as a driver for peace.

## Clause de non-responsabilité

Les personnes ayant pris part à cette table ronde sont intervenues à titre personnel en leur capacité d'expert. Le contenu de ce rapport ne reflète ainsi pas nécessairement les opinions et politiques des organisations ou des Etats auxquels ces personnes sont affiliées ou ont été affiliées par le passé, ainsi que celles du Geneva Water Hub, organisateur de cet événement. Les opinions exprimées dans ce document n'impliquent aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, municipalités ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le contenu de ce document n'engage pas la responsabilité des institutions qui soutiennent le Geneva Water Hub.

**Crédit photo de couverture:** Peulh people in the Mali desert in Plaine Dogon and Mont Hombori in Takaba, Mali on January 04, 2007 - Takouti village. Walking along the Niger river. (Photo by Xavier ROSSI/Gamma-Rapho via Getty Images)

## Table des matières

1.	Introduction.....	4
2.	Cadre de travail de la table ronde.....	4
3.	Objectifs de la table ronde.....	4
	Objectifs généraux : .....	4
	Objectifs spécifiques : .....	4
4.	Contexte .....	5
5.	Réflexions .....	5
	5.1 Messages clés .....	6
6.	Recommandations .....	6
	6.1. Recommandations émises lors des échanges en plénière .....	6
	6.1.1. Recommandations liées aux enjeux contextuels et régionaux.....	6
	6.1.2. Recommandations utiles aux interventions des tiers en matière opérationnelle.....	7
	6.1.3. Recommandations utiles aux interventions des tiers en matière financière .....	8
	6.1.4. Recommandations liées aux capacités des acteurs locaux et régionaux .....	8
	6.2. Pistes d'actions potentielles formulées par quatre groupes de travail .....	9
7.	Potentiels axes d'engagement .....	10
	Annexe 1: Liste de participants de la table ronde .....	12
	Annexe 2: Cartes stratégiques utilisées lors de la table ronde .....	14
	Annexe 3: Tableau des initiatives régionales existantes.....	16
	Annexe 4: Note conceptuelle de la table ronde « l'Eau comme vecteur de paix au Sahel » .....	18

## 1. Introduction

Suivant avec préoccupation l'évolution de la situation du Sahel et le rôle central que joue la question de l'accès à l'eau dans la région, le Geneva Water Hub a convié une table ronde sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel. Différentes communautés d'experts ont répondu à cet appel et ont activement contribué à travers le croisement de leur champ d'expertise aux résultats contenus dans le présent rapport de la table ronde. Des professionnels des domaines de la coopération au développement, des agences de bassin, de la consolidation de la paix, de la sécurité et du militaire, de la société civile, du milieu humanitaire et du milieu académique ont ainsi rendu possible ces réflexions et cette force de proposition.

Le Geneva Water Hub a facilité les échanges et a synthétisé les recommandations formulées lors de la table ronde. Il salue l'ensemble de ces professionnels pour leur engagement marqué et se tient disposé à poursuivre avec leur concours les efforts en faveur de l'eau et de la paix pour le Sahel.

Après l'exposé des objectifs et du cadre de travail qui ont gouverné cette table ronde, ce rapport présente sous forme synthétique les principaux messages clé et idées qui ont guidé la réflexion (section 5). Puis, le rapport passe en revue les recommandations formulées en plénière et dans le cadre de travaux approfondis en sous-groupe (section 6). Il pose finalement les pistes d'axes d'engagement potentiels sur la base desquels il est pertinent et nécessaire de réaliser des actions suite à cette table ronde (section 7).

Par ailleurs, se trouvent en annexe de ce document (i) une liste de participants de cette réunion, (ii) des cartes stratégiques en lien avec la sécurité et l'eau au Sahel, (iii) un tableau synthétique présentant des initiatives régionales portant sur le thème sécurité et développement, ainsi que (iv) la note conceptuelle ayant servi de base à cette réflexion.

## 2. Cadre de travail de la table ronde

Un cadre de travail a été convenu afin de garantir un environnement propice aux échanges. La table ronde a ainsi suivi le modèle des échanges basé sur les Togunas du pays Dogon. Les Togunas sont des édifices servant de lieu de palabres, de débats et de décisions, construites dans les centres des villages dogons par l'ensemble des villageois quels que soient leur religion ou leur statut. Très bien ventilées, ils sont conçus de manière à favoriser le débat respectueux et éviter tout rapport de force. Ainsi leur plafond est volontairement construit très bas afin que les personnes présentes ne puissent se lever pour parler et prendre ainsi l'ascendant sur les autres. Le symbole des Togunas a cadré les débats intenses de la table ronde en appliquant les principes de l'équité des débats, de l'écoute et de l'égalité d'opportunité de partage entre des participants de milieux et fonctions divers.

## 3. Objectifs de la table ronde

### Objectifs généraux :

- Identifier les synergies et collaborations entre les institutions ou les mécanismes ad hoc fiables de consolidation de la paix et les projets et institutions relevant de la coopération sur l'eau dans la région du Sahel au niveau régional et local.
- Conceptualiser des propositions de programmes/projets innovants orientés vers le développement d'infrastructures de base au potentiel stabilisateur en rapport à l'approvisionnement en eau pour différents usages.

### Objectifs spécifiques :

- Appréhender les enjeux liés à l'accès à l'eau et aux ressources naturelles pour les communautés locales et les risques liés à la présence de mouvements armés.
- Echanger sur le rôle des forces armées dans l'utilisation de l'eau comme vecteur de paix et sur les opportunités et risques associés à une superposition des agendas de sécurité et de développement.
- Identifier comment les mécanismes financiers peuvent soutenir des programmes/projets en renforçant les synergies entre les domaines de la consolidation de la paix et du développement.

## 4. Contexte

*Basée sur la note conceptuelle communiquée en amont de la réunion (voir annexe 4)*

La zone du Sahel est en proie à une instabilité croissante qui impacte négativement la sécurité, la qualité de vie et les droits fondamentaux des populations des États vivant dans cette région du continent africain. Lors des sept dernières années, plusieurs facteurs ont convergé et contribué à l'intensification des conflits et la dégradation de la situation sécuritaire de la partie occidentale du Sahel. L'année 2012 marque ainsi un tournant dans la déstabilisation de la région en raison, d'une part, d'une rébellion armée de certaines communautés du nord du Mali et leur brève alliance avec des groupes armés djihadistes, par lesquels elles seront rapidement mise en déroute, et d'autre part, la montée en puissance du groupe armé Boko Haram, qui contraint le Nigéria à déclarer l'état d'urgence. En dépit des ripostes militaires immédiates organisées par les États et des forces armées alliées, l'installation des groupes armés djihadistes se caractérise par une occupation des territoires délaissés par l'État et leur positionnement stratégique sur des zones frontalières entre les pays. Leur présence dans la région, impulsée par une crise de confiance envers l'État, impacte négativement le bon fonctionnement des institutions publiques, tend à geler des projets d'infrastructures et accentue fortement les clivages entre les diverses communautés qui se trouvent en compétition pour l'accès aux ressources naturelles. La réponse et le positionnement des partenaires au développement et des bailleurs de fonds quant à ce contexte d'instabilité jouent par ailleurs un rôle critique dans l'évolution de la situation.

Parmi les principales sources de mécontentements figurent les tensions constantes relatives au territoire et ses ressources, notamment hydriques, le manque, l'absence et/ou le caractère inadapté de services étatiques de base (notamment en matière d'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé, à l'éducation et à la justice), ainsi que le défaut de transfert des ressources en lien avec les lois et politiques de décentralisation. Il en résulte des zones de grande insécurité qui laissent le champ libre à la propagation des mouvements djihadistes qui enrôlent au sein de leurs effectifs des individus à la recherche de protection et de moyens de subsistance.

Face aux défis sécuritaires revêtant un caractère régional, des initiatives de cadre de travail multilatéral ont été mises en place visant, d'une part, une coordination militaire pour endiguer les violences armées, et d'autre part, à canaliser des efforts de développement en vue de stabiliser la région. En raison de la pérennisation de la crise sécuritaire et de l'accent mis sur la réponse militaire dans la mobilisation des ressources, plusieurs analyses pointent du doigt le risque de négliger les efforts diplomatiques visant à instaurer une paix durable et rétablir la confiance entre les communautés au sein du dialogue politique qu'ils entretiennent entre eux et avec les États. Pour rétablir et maintenir la sécurité dans la région, il y a lieu d'endiguer la violence armée tout en répondant, sur le plan du développement, aux besoins urgents et de base des populations de manière à enrayer les motifs d'insurrections et la propagation des violences armées. Force est d'observer que l'instabilité actuelle touchant certaines zones du Sahel pourrait, si elle n'était pas contenue, provoquer des effets déstabilisateurs dans l'ensemble de la région ouest-africaine et du Maghreb et impacter alors les régions limitrophes en Afrique et en Europe.

## 5. Réflexions

Toute action pour le développement repose sur la disponibilité de ressources en eau de qualité et en quantité suffisantes. Un « nexus eau-paix » peut donc se comprendre comme un axe d'intervention possible pour le Sahel au sein duquel la coopération sur l'eau est utilisée comme instrument pour atteindre la paix et l'entretenir.

Afin de réaliser la conjonction entre le domaine de l'eau et celui de la paix, il est important de développer des projets de coopération sur l'eau prenant en compte les enjeux sociaux et environnementaux, et qui puissent se coordonner sur des institutions fiables issues de processus de construction de la paix.

Et inversement, il est pertinent de considérer comment les institutions créées pour promouvoir la gestion de l'eau peuvent apporter leur soutien aux efforts de résolution de conflits et de paix. Enfin, il est nécessaire de prendre en compte les contributions potentielles des forces armées s'agissant de garantir et pérenniser dans la durée l'accès à l'eau pour les populations concernées, tout en gardant à l'esprit les risques associés à une présence prolongée des troupes sur le terrain et à un conflit d'intérêts entre leurs objectifs militaires et le soutien à l'approvisionnement en eau aux communautés.



## 5.1 Messages clés

Le Sahel est en prise avec des mutations provoquées par la radicalisation des opinions et la propagation des violences armées. Certaines régions sont en proie à des conflits majeurs alors que d'autres connaissent un calme relatif et prometteur. En tout état de cause, l'eau se retrouve au cœur des processus de changement de la région. Elle peut induire de la coopération et faciliter la paix et la sécurité, comme elle peut exacerber les conflits.

Pour induire une dynamique allant dans le sens du développement, de la sécurité et de la paix durable, la gestion de l'eau doit inévitablement figurer dans les priorités des agendas politiques et inversement, les options politiques doivent faire partie intégrante des processus de décisions relatifs à la gestion de l'eau.

Il n'y a en effet pas de paix sans développement ni de développement sans paix. De ce fait, il n'y a pas de paix sans accès durable à l'eau. C'est sur ce constat que la table ronde a établi la nécessité de donner considérablement plus de substance à l'agenda « eau-paix » du Sahel à la fois au niveau stratégique et au niveau opérationnel. Les défis portent alors en particulier sur la manière de mettre en œuvre sur le terrain des actions donnant corps à un agenda combiné entre le domaine de la consolidation de la paix et le domaine de l'eau.

## 6. Recommandations

La table ronde a donné lieu à de nombreuses recommandations. Ce rapport les synthétise et les présente en trois temps :

- (i) Le rapport présente d'abord les recommandations évoquées pendant les échanges en plénière lors de la table ronde ;
- (ii) Il présente ensuite les résultats de travaux de quatre sous-groupes des participants ayant travaillé en parallèle sur la même question pour produire des recommandations en fin de table ronde ;
- (iii) Il se termine enfin par des potentiels axes d'interventions ayant pour but de fédérer les intérêts des acteurs autour des étapes succédant à la table ronde.

### 6.1. Recommandations émises lors des échanges en plénière

Les recommandations émises lors des échanges en plénière ont été regroupés en fonction de leurs buts et destinataires dans les quatre thèmes suivants :

- 1) Les recommandations liées aux enjeux contextuels et régionaux.
- 2) Les recommandations utiles aux interventions des tiers en matière opérationnelle.
- 3) Les recommandations utiles aux interventions des tiers en matière financière.
- 4) Les recommandations liées aux capacités des acteurs locaux et régionaux.

Ces recommandations sont à voir de manière intégrée. Le succès des interventions des acteurs tiers qu'ils soient donateurs ou opérationnels, réside entre autres (i) dans la bonne connaissance du contexte continuellement changeant de la région, (ii) dans le rapprochement des acteurs par le partage des savoirs, des données et des méthodes d'opérations et de gestion et aussi mais surtout, dans (iii) l'implication des populations locales.

#### 6.1.1. Recommandations liées aux enjeux contextuels et régionaux

- Les modes de gestion des ressources en eau doivent prendre plus pleinement en compte les questions des spécificités culturelles de la région ainsi que de la mobilité des populations à travers les frontières administratives. Il est nécessaire que ces modes intègrent les problématiques liées au foncier et au découpage territorial issu du processus de décentralisation dans des optiques d'arrangement institutionnel permettant à tous une garantie de l'accès à l'eau.
- Les connaissances des ressources d'eau souterraines de la région doivent être significativement développées de manière à améliorer la desserte d'eau des populations à court et moyen terme tout en appuyant la poursuite des efforts de gestion concertée interétatique à long terme. Une coordination de la gestion des ressources en eau en fonction de leur localisation doit donc être assurée (notamment entre les eaux de surface et les aquifères de différents niveaux).

- Etant donné le contexte climatique et sécuritaire impactant les ressources en eau, il est nécessaire de développer des chaînes de valeur autour des points d'accès à l'eau afin de garantir des îlots de paix et de développement (par exemple : renforcer la sécurité, développer les infrastructures et l'agriculture irriguée, l'abreuvement du bétail, etc.). Les cadres de concertation locaux et inclusifs entre usagers de l'eau doivent être maintenus et renforcés pour garantir une concorde sociale autour de cette ressource stratégique.
- Pour gérer les problèmes spécifiques de la région, un mode d'administration interétatique conjointe pourrait être développé à partir de structures existantes ou de nouvelles structures le cas échéant. Il est nécessaire que ce mode de gestion intègre pleinement la question de la représentation des intérêts des populations transhumantes dans la bande sahélienne et les défis qu'ils rencontrent dans leurs rapports aux différentes administrations en particulier en lien avec leur accès à l'eau.
- Les forces armées mutualisées (forces conjointes du G5 Sahel, forces multinationales mixtes de la Commission du Bassin du Lac Tchad, armées européennes déployées dans la zone, contingent ONU) pourraient avoir pour objectif la stabilisation et pourraient, outre les missions de sécurisation, venir directement ou indirectement en soutien des travaux de développement d'infrastructures liées à l'eau.

#### 6.1.2. Recommandations utiles aux interventions des tiers en matière opérationnelle

- Le rôle des forces armées nationales ou alliées dans le soutien à la mise en place et à la gestion des installations et/ou l'approvisionnement en eau doit être limité dans le temps. La prise de relais par les autorités civiles et les acteurs locaux doit se faire dès que possible. La collaboration civilo-militaire pour la protection de ces infrastructures doit par ailleurs faire l'objet d'efforts continus.
- Quelle que soit l'identité de l'intervenant externe, sa collaboration avec les autorités locales et les usagers bénéficiaires du service est indispensable à l'efficacité de ses services avec une attention particulière au développement des partenariats public-privé lorsqu'ils sont pertinents. Le transfert de connaissances pratiques vers les acteurs et les communautés locaux est par ailleurs indiqué pour gérer la transition de la phase succédant à l'urgence ou à l'intervention militaire.
- Le CICR dispose par son mandat et son expertise d'une légitimité d'intervention dans des opérations d'approvisionnement d'eau aux populations dans des contextes de conflits armés. D'autres organisations humanitaires (e.g. Solidarités International) peuvent également jouer un rôle clé dans des situations similaires. Afin d'assurer un approvisionnement en eau équitable et neutre à toutes les populations civiles dans les zones de conflits armés et d'autres situations de violences armées, il y a lieu de communiquer aux autorités civiles sur les opérations respectives de développement d'infrastructures dans ces contextes d'engagement, de consulter le CICR et les autres acteurs humanitaires impliqués, en particulier en cas d'opérations civilo-militaires.
- Une capacité d'intervention rapide est nécessaire pour répondre à l'urgence de la situation. Les processus et fonctionnements institutionnels classiques de l'aide au développement ne suivent pas le rythme des changements et des besoins de la région et entraînent un risque de déphasage avec les réalités de terrain.
- Les interactions intergénérationnelles sont à considérer dans les interventions des tiers dans la région. La formation des jeunes et leur engagement dans des projets de développement sont cruciaux étant donné (i) leur majorité démographique dans la région et (ii) la nécessité de leur offrir des perspectives professionnelles et d'éviter ainsi leur enrôlement dans les groupes armés djihadistes ou de les exposer aux risques relatifs à la migration.
- Une intervention ne doit pas nécessairement se faire au niveau de toute la région. Elle peut et doit s'adapter à une échelle pertinente tout en intégrant des dynamiques transfrontières en lien avec la ressource hydrique et la mobilité des personnes - la coopération en sous-groupes d'État peut se révéler plus efficace que celle à plus grande échelle.
- Il est nécessaire de réfléchir autour des ressources partagées et des enjeux collectifs avec une complémentarité d'approche entre petits projets et grands projets. Les petits projets ne sont pas suffisants pour influencer le contexte général. Il faut réfléchir à comment coordonner les mécanismes stratégiques dans des régions complexes en tenant compte des ressources collectives relativement limitées et d'une situation sécuritaire se détériorant. Cela nécessite de penser à une gamme de projets suivant une temporalité différente

– impliquant des grilles d’analyses et des procédures différentes – et une recherche d’impact diversifié à court terme et à moyen et long terme.

- La population du Sahel va doubler d’ici à 2035 et sera de plus en plus urbaine. En considérant une approche de complémentarité entre petits et grands projets, un modèle original et spécifique sahélien de développement des « villes durables » devra être créé afin de gérer au plus près les ressources naturelles et l’énergie.

#### 6.1.3. Recommandations utiles aux interventions des tiers en matière financière

- La mobilisation de fonds pour la mise en place d’un nexus « eau-paix » et le développement d’activités où l’eau serait un levier pour la paix nécessite un plaidoyer consistant et coordonné. Afin de sensibiliser les bailleurs de fonds sur les intérêts stratégiques de cette approche, il y a lieu de poursuivre les efforts de mobilisation des différentes communautés d’experts convaincus par celle-ci et faire converger les plaidoyers à chaque opportunité décisive.
- L’établissement d’un dialogue avec les bailleurs de fonds sur l’adéquation entre les appels d’offre, les besoins de terrain et les réalités institutionnelles en lien avec les problématiques d’eau est nécessaire. Ce dialogue devrait aboutir à une amélioration de la compatibilité entre les procédures longues de financements et l’urgence de la situation (appel d’offre maximal de 0 à 5 ans). Des procédures accélérées sont à envisager pour les financements d’activités dans les zones à risque afin de travailler à la prévention des conflits.
- Les financements devraient dans un premier temps se focaliser sur des projets se situant dans les zones les plus vulnérables ou en bordure de celles-ci afin de contenir et faire reculer celles-ci.
- Les autorités et les partenaires au développement devraient travailler sur la mobilisation du secteur privé pour encourager ses acteurs à investir dans des projets pour l’accès et l’approvisionnement en eau (forage, distribution, etc.) en prévoyant le transfert du savoir-faire en matière d’opération et de maintenance à des acteurs locaux.
- Les études de projet doivent évaluer les risques qu’il y a notamment à opérer de façon sous-dimensionnée ou a contrario surdimensionnée dans des contextes instables. Il y aurait ainsi lieu d’initier des études de faisabilité scénarisée plus à même de prendre compte des contextes instables et donc moins prévisibles. Dans la mesure du possible, il importe de capitaliser sur les études antérieures en restant attentif aux paramètres n’étant plus valides. Des installations mobiles de production d’eau potable sont probablement à envisager.
- Les études d’impact social et environnemental demeurent fondamentales mais sont à calibrer en fonction du contexte afin de prévenir des procédures excessivement longues dans la réalisation de projet.
- La question du business model se pose dans tous les contextes, et constitue souvent la partie faible présentée aux bailleurs alors qu’elle recouvre des enjeux essentiels en rapport à la durabilité du service. Il y a nécessité, en particulier, d’une planification des opérations et de la maintenance dans le temps en fonction des caractéristiques physiques (milieu abrasif, sable, alluvions, etc.) et de l’adaptation au changement climatique.

#### 6.1.4. Recommandations liées aux capacités des acteurs locaux et régionaux

Le renforcement des capacités des acteurs dans la région nécessite des efforts et des ressources considérables. Il constitue un élément clé du développement durable de la région.

- Il y a lieu de renforcer la sensibilisation et l’éducation des populations relatives aux divers acteurs institutionnels existants, en particulier ceux impliqués dans la gestion d’eau, de manière à ce que ceux-ci soient mieux compris et perçus, et que leurs actions soient mieux appréhendées, discutées et acceptées. Ce renforcement doit avoir pour finalité une meilleure inclusion des populations et une meilleure prise en compte de leurs intérêts.
- Les capacités des acteurs étatiques ainsi que celles du secteur privé doivent être développées afin d’assurer la satisfaction durable des besoins en eau potable des populations en milieux urbains et ruraux.
- Le renforcement des capacités militaires est essentiel, notamment en matière de respect des règles de l’éthique dans leur rapport à la population civile, afin de garantir la compréhension par les forces armées du rôle transitoire et de mise en cohérence qu’elles remplissent en l’absence d’autorités civiles compétentes.



- Afin d'investir dans des efforts durables de savoir-faire, il faut impliquer les jeunes dans les projets de développement, favoriser leurs formations dans diverses disciplines (ingénierie, opération des systèmes d'eau, gouvernance, etc.) et leur offrir des perspectives de carrière.
- Les connaissances mutuelles (entre domaines d'expertise et entre diverses administrations) étant limitées, la situation requiert une mise en commun des savoirs synthétiques en trois phases :
  - a) A l'échelle géographique : compréhension de la problématique à des échelles géographiques variées en explorant les interdépendances entre celles-ci.
  - b) A l'échelle disciplinaire : organiser des contributions concises d'experts dans des domaines disciplinaires variés avec des points d'entrée pour d'autres domaines d'expertise (incluant mais non limités à l'amélioration de la collecte de données sur les quantités et qualités de l'eau, ressources renouvelables ou fossiles, les usages de l'eau, les conflits, la géologie dans les cas des eaux souterraines, la gouvernance, l'impact de l'activité humaine).
  - c) Faciliter la coordination au niveau du choix des méthodologies conjointes interétatiques et interdisciplinaires.

## 6.2. Pistes d'actions potentielles formulées par quatre groupes de travail

En dernière partie de la table ronde, quatre groupes de réflexion ont travaillé en parallèle sur la question suivante :

*Quelles actions prioritaires pourront, selon vous, permettre à des initiatives de gestion de l'eau de contribuer à la stabilisation de la région du Sahel ?*

Ils ont conclu leurs échanges par la présentation des pistes d'actions concrètes exposées ci-dessous :

Groupe 1	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Utiliser les organismes de bassin existants de manière à étendre leur mandat sur toutes les ressources en eau (eau de surface + eau souterraine) à travers la GIRE</li> <li>2. Prendre en compte la société civile locale, en particulier la jeunesse et représenter les intérêts des populations en rapport avec le G5 Sahel et l'Alliance Sahel.</li> </ol>
Groupe 2	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Réaliser des ouvrages communs aux États comme vecteur de prévention des conflits en intégrant les intérêts divers et variés, tout en adaptant les mécanismes d'action à l'urgence de la situation et en assurant la protection des infrastructures et du personnel.</li> <li>2. Prioriser l'eau dans l'agenda du G5 Sahel, notamment par la formation des forces armées à la protection des infrastructures et par une réflexion sur le soutien aux zones de développement.</li> <li>3. Sensibiliser tous les acteurs sur le respect de la protection des réalisations hydrauliques et sur les risques d'attaques et de sabotages des infrastructures, et les former en conséquence.</li> <li>4. Développer une interprétation de l'Objectif de développement durable n° 6 comme un instrument de convergence entre différents intérêts.</li> </ol>
Groupe 3	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire converger les acteurs en favorisant le développement et le partage des connaissances et la mise en place de diagnostics conjoints et de planification concertée.</li> <li>2. Développer un travail de plaidoyer collectif auprès de l'Alliance Sahel et du G5 Sahel pour une meilleure coordination et engagement dans des activités liées au développement par le biais de l'accès à l'eau.</li> <li>3. Mettre en place en parallèle des activités produisant des dividendes de la paix, tel que les services de base étatiques, en communiquant sur leur planification et réalisation aux populations afin que chacun soit considéré.</li> </ol>

Groupe 4	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurer une mobilisation sur la question stratégique des couloirs de transhumance en lien avec la problématique du manque de points d'eau et des tensions que cela provoque entre populations sédentaires et nomades comme vecteur de conflit important dans la région.</li> <li>2. Organiser une concertation visant à actualiser les accords de transhumance au niveau régional.</li> <li>3. Induire le développement de la coordination entre États autour de ses problématiques en s'appuyant sur les initiatives existantes.</li> <li>4. Développer l'implication des forces armées et leur rôle dans le soutien au développement et à la gestion d'infrastructures hydrauliques en considérant la perception des acteurs locaux au travers du concept d'actions conjointes Eau et Paix (Water Peace Action)</li> <li>5. Développer l'implication et la formation des jeunes afin de les inclure dans les dynamiques de développement et éviter leur enrôlement dans des groupes armés djihadistes.</li> </ol>
----------	---

## 7. Potentiels axes d'engagement

Les discussions de la table ronde ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts de priorisation de l'agenda "eau-paix" dans la région. Elles ont aussi mis en exergue la nécessité dans le contexte sahélien de développer de nouvelles approches en mesure de répondre aux enjeux majeurs.

Tout en étant adaptées aux caractéristiques régionales, les solutions doivent se profiler avec les éléments suivants :

- Elles doivent être politiques et acceptées par les populations ;
- Elles doivent être rapides dans un premier temps mais conçues pour durer ;
- Elles doivent faire la différence entre les besoins d'urgence et ceux du développement réfléchi ;
- Elles doivent chercher des financements faciles, rapides et hybrides et privilégier les partenariats publics privés ;
- Elles peuvent compter sur les actions humanitaires et les aides militaires sans oublier que celles-ci sont là seulement pour répondre aux besoins vitaux et de crises sécuritaires à court terme ;
- Dans un scénario à long terme, les solutions doivent être conçues pour faire tache d'huile et engranger de nouvelles interventions ;
- Enfin, elles doivent évoluer pour s'inscrire dans un agenda d'anticipation stratégique le plus large possible.

En conclusion des travaux de la table ronde, il ressort les possibles axes d'interventions suivants :

**Axe 1** Faire un solide plaidoyer auprès des décideurs du G5 Sahel et de l'Alliance Sahel pour que le développement et la protection des services de l'eau soit considérés comme stratégique et prioritaire par le G5 Sahel en tant que base pour le développement des régions instables ; et pour que la formation aux droits humains et au droit humanitaire des militaires déployés dans ces zones soit renforcée.

**Axe 2** Apporter, dans les cas de zones à haut risque, des réponses équilibrées et cohérentes entre les actions de développement et les actions d'aide d'urgence humanitaire.

**Axe 3** Développer des approches visant à transformer des zones instables en des zones de développement bénéficiant d'une protection renforcée et prenant ancrage dans la mise en place des services de l'eau comme socle pour le développement des services de base à la population (notamment l'électricité, les écoles et les centres de santé). Ces zones doivent inclure l'approvisionnement en eau pour l'agriculture et l'élevage. Les populations doivent être impliquées dès la conception des projets et faire partie de leurs développement, opérations et maintenance.

**Axe 4** Travailler à la mise en place d'une gestion interétatique et mutualisée des zones frontières sensibles (par ex. Niger, Burkina, Mali) répondant à des objectifs partagés de développement et s'appuyant sur les dispositifs existants.

- Axe 5** Renforcer et accélérer le développement en impliquant davantage les populations locales afin de prévenir l'établissement de nouveaux pôles d'instabilité, en prenant notamment appui sur les agences de bassin transfrontière comme agent structurant et fédérateur dont les mandats pourront le cas échéant être élargis en vue d'initiatives additionnelles à la gestion de l'eau.
- Axe 6** S'engager sur la problématique de la fragmentation des bailleurs de fonds, qui ralentit et complexifie le développement des agences de bassin et la réalisation de leurs projets, en recherchant de solutions autour de coalitions de bailleurs, voire d'un fonds unique sur les infrastructures ; collaborer dans cette optique avec l'Alliance Sahel pour une meilleure coordination des bailleurs de fonds et conséquemment pour la mise en place rapide des projets.
- Axe 7** Travailler à la formalisation et à la mise en œuvre de procédures de financement dérogatoires permettant notamment d'accélérer la mise en œuvre des projets urgents et d'éviter les saupoudrages de fonds en privilégiant la concentration des efforts sur des zones et dans des espace-temps donnés d'actions fortes et la convergence d'effets positifs qui en découlent.
- Axe 8** Améliorer la connaissance et la gestion des eaux souterraines, ressources majeures d'eau douce de la région, et des eaux de surface, et appuyer la mise en place d'outils de gestion de toutes les ressources en eau du Sahel en prêtant une attention particulière aux zones locales à risque de tensions notamment liées aux situations de pénurie de la ressource.
- Axe 9** Engager le secteur privé international et local pour apporter son expertise dans l'accélération des réalisations en tenant compte de leurs besoins de protection.
- Axe 10** Etudier une implication plus forte et parfois directe des forces armées en matière de conception et de développement de projets hydrauliques dans des zones de haute insécurité (cas notamment où l'intervention d'acteurs privés et leur protection est impossible) ; ces approches nécessitant dans tous les cas l'inclusion des populations locales dès la conceptualisation des projets d'infrastructures.
- Axe 11** Maintenir et adapter les processus garantissant l'engagement des populations locales dans l'expression des besoins, la gestion locale de l'eau et les projets de développement.
- Axe 12** Investir dans la formation diplômante et continue des jeunes, en particulier dans les métiers relatifs à l'eau afin de réduire le taux de chômage et de favoriser une gestion durable des services.

## Annexe 1 : Liste de participants de la table ronde

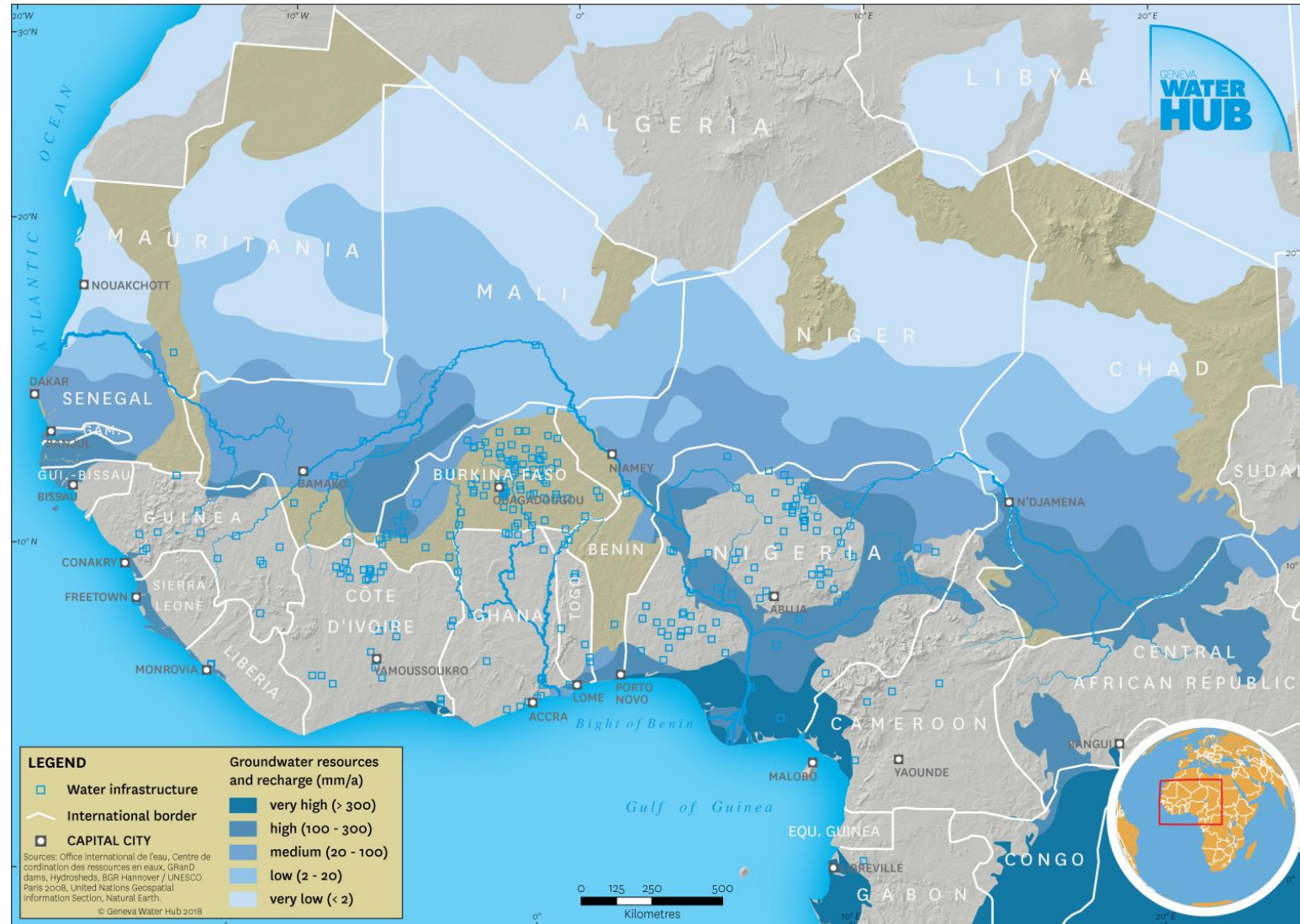
Nom	Prénoms	Organisation
Aebi	Andrea	Conseillère Paix & Sécurité à la Mission suisse auprès de l'ONU et des autres organisations internationales à Genève
Bazié	Jean Bosco	Directeur général d'Eau Vive Internationale Burkina Faso
Bode	Sambo	Conseiller technique à la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix de la République du Niger
Bösch	Christophe	Senior Adviser au Geneva Water Hub
Bouillot	Dominique	Ancien PDG et Président d'honneur de la SADE-CGTH filiale travaux d'hydraulique de VEOLIA
Brachet	Christophe	Adjoint au Directeur général de l'Office International de l'Eau
Carmi	Natasha	Water Lead Adviser au Geneva Water Hub
Coulibaly	Baba	Directeur général adjoint de l'Institut des Sciences Humaines de Bamako
de Romémont	Emmanuel	Fondateur de l'Initiative Plus d'eau pour le Sahel et ancien Général de corps aérien des Forces armées françaises
Dubreuil	Jean-Marie	Conseiller en Développement International de SUEZ Consulting
Fayet	Philippe	Ancien Directeur pays de la coopération suisse au Burkina Faso et au Niger
Galland	Franck	Directeur de Environmental Emergency & Security Services et Membre du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix
Gavelle	Julien	Anthropologue-politologue, Directeur associé d'un bureau de conseil scientifique, Association CASOA et AIR agency sarl au Mali
Grünewald	François	Directeur exécutif et scientifique du Groupe Urgence Réhabilitation Développement (URD)
Hamit	Abderamane	Expert en Quantité et Qualité de l'Eau de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)
Kaboré	Suzanne	Experte en infrastructures et environnement au Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS)
Keita	Drissa Naman	Ancien Conseiller juridique de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN)
Kluser	Stéphane	Spécialiste en communication au Geneva Water Hub
Lanzanova	Denis	Scientific Officer au Geneva Water Hub
Münger	François	Directeur général du Geneva Water Hub
Ndao	Ababacar	Secrétaire Général de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG)
Nonguierma	Aloys	Chef du Service Hydraulique et Energie de l'Autorité de Développement Intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG)
Nuñez	Monica	Project Assistant and Analyst au Geneva Water Hub
Parent	Quentin	Etudiant à l'Université de Genève

Pellaton	Caroline	Corporate Operations Administrator au Geneva Water Hub
Salamé	Léna	Strategic Coordinator au Geneva Water Hub
Sawadogo	Ilias	Membre du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau
Stephan	Raya Marina	Experte juriste indépendante en droit de l'eau et de l'assainissement
Tassiou	Aminou	Consultant indépendant, ancien Ministre de l'Hydraulique et ancien Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage de la République du Niger
Tignino	Mara	Senior Legal Advisor au Geneva Water Hub
Willemin	Jean	Senior Project Officer au Geneva Water Hub
Willig	Luca	Ancien Conseiller en sécurité humaine pour le Mali et le Niger au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

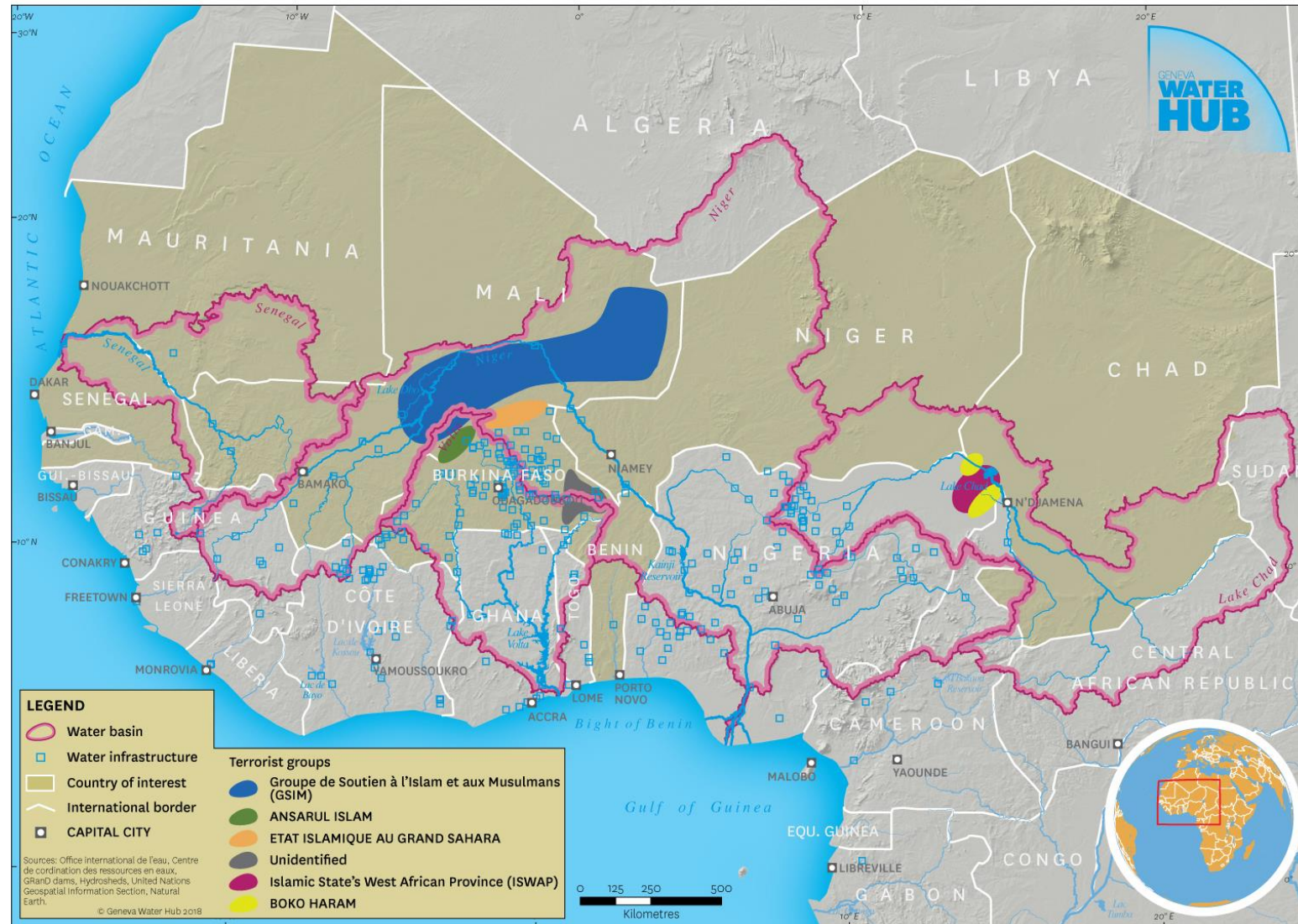


## Annexe 2 : Cartes stratégiques utilisées lors de la table ronde

### GROUNDWATER MAP



## WATER AND SECURITY MAP: BASINS, INFRASTRUCTURE AND RISK TO SECURITY





## Annexe 3 : Tableau des initiatives régionales existantes

Nom	Principaux acteurs	Valeur ajoutée	Défis/difficultés	Budget	Interactions
L'accord pour la paix et la réconciliation – Mali (2015)	Gouvernement du Mali et groupes armés des coalitions de la plateforme et la coordination des mouvements de l'Azawad.	Réforme institutionnelle qui dote les régions du Nord d'une Assemblée Régionale bénéficiant d'un très large transfert de compétences et de ressources (entre autre en matière d'aménagement du territoire). Institue la nécessité de consultation entre l'État et les régions en cas de projets de développement et/ou d'exploitation des ressources naturelles. Prévoit la création d'une Zone de développement des Régions du Nord avec budget (pour combler les inégalités en termes de développement avec le reste du pays – modifié pour la facilitation du développement de toutes les régions du Mali).	Le Fonds pour le développement durable n'a pas été mis en place avant 2018. Pas de modalités de mise en œuvre. Tensions entre parties signataires. Risque d'échec de mobilisation des dotations financières pour le budget de 40 milliards de FCFA en 2018.	Fonds pour le développement durable avec 73 milliards FCFA pour 2015-2017.	N /A
L'initiative régionale du G5 Sahel (2014)	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad	Cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale Forte volonté politique des signataires de reconnaître l'interdépendance entre sécurité et développement. Accorde une importance à la gestion de l'eau en soi mais aussi en tant que paramètre nécessaire pour d'autres activités de développement. Développement inclusif et durable pour promouvoir les zones les moins développées. Focus sur: Défense et sécurité Gouvernance Infrastructures Résilience et développement humain. Constitution d'une force conjointe, FC-G5S (2017), pour le contrôle des 3 zones frontières avec le soutien des forces armées françaises.	Volet développement écarté au profit du volet sécuritaire.  Manque de confiance des donateurs en la capacité du G5 Sahel de mener des projets de développement d'envergure.  FC-G5S questionnée et faible par rapport à la Force multinationale mixte (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad)	Pas d'assise pérenne.	Avec l'Alliance pour le Sahel (voir ci-dessous)
L'Alliance pour le Sahel (2017)  Durée prévue : de 2018 à 2022	Sur l'initiative de la France, l'Allemagne, soutenus par l'UE  Consortium de bailleurs de fonds incluant aussi : la BM, la BAFD, le PNUD, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg; ainsi que deux observateurs (Pays Bas et USAID).	Focus sur: L'employabilité des jeunes et leur éducation Le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire L'énergie et le climat La décentralisation des services sociaux de base La gouvernance, La sécurité internationale Ressource flexibles et nouveaux modes opératoires pour avoir un impact à court et moyen terme et pour adapter les projets en cours de route. Mise en place de Key Performance Indicators pour mesurer l'efficacité des actions. Initiative verte pour le Sahel en faveur du secteur agro-alimentaire et pour rendre les zones rurales attractives pour la jeunesse.	Pas de défis connus jusqu'aujourd'hui.	7,5 milliard d'Euros pour 500 projets environ	Relation avec le G5-Sahel : Autonomes avec recoupements. Prise en charge possible de certains projet du G5 Sahel quand ils sont compatibles à des fins de rapidité mais seulement en cas de preuve de bonne gestion du fonds FC-G5S.

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique de l'Union Européenne (2015)	La Commission européenne	<p>Dédié aux régions suivantes :</p> <p>Région du Sahel et le bassin du lac Tchad:</p> <p>Corne de l'Afrique</p> <p>Afrique du Nord</p> <p>Pays limitrophes potentiellement éligibles</p> <p>Finance en particulier le type de projets suivants :</p> <p>Des programmes économiques ouvrant des perspectives d'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes, mettant l'accent sur la formation professionnelle et l'entrepreneuriat.</p> <p>Des projets soutenant l'offre de services de base pour les populations locales, tels que la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'éducation et la protection sociale, ainsi que la durabilité environnementale.</p> <p>Des projets visant à améliorer la gestion des migrations ;</p> <p>Des projets visant à améliorer la gouvernance globale, notamment en facilitant la prévention des conflits et le respect de l'état de droit grâce au renforcement des capacités pour favoriser la sécurité et le développement.</p>	Instrument relativement plus souple que d'autres fonds européens, mais qui aurait dû être conçu de manière plus ciblée, compte tenu des difficultés sans précédent auxquelles il est confronté.	Les contributions au fonds fiduciaire pour l'Afrique s'élèvent à un total de 4,09 milliards d'euros au 31 août 2018	Contient un portefeuille de projets dédiés au Sahel et Lac Tchad et au renforcement du G5 Sahel en particulier
---	--------------------------	---	---	---	--

## **Annexe 4 : Note conceptuelle de la table ronde « l'Eau comme vecteur de paix au Sahel »**

*(communiquée en amont de la réunion)*

### **Contexte**

Le potentiel du recours à l'eau comme un vecteur de paix se présente comme une approche à développer et qui, au regard des enjeux, mérite la plus haute considération. C'est le constat principal que dresse le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix<sup>1</sup> mandaté par 15 Etats pour étudier le lien entre eau, paix et sécurité. Au cœur du développement de cette approche se trouve la question du décloisonnement entre l'agenda de la paix et l'agenda du développement. L'eau constitue un élément essentiel et le lien-clé entre ces deux agendas. Réfléchir à la manière de créer des convergences dans cette optique peut contribuer à une paix durable dans des régions affectées par des conflits telles que le Sahel.

La zone du Sahel est en proie à une instabilité croissante qui impacte négativement la sécurité, la qualité de vie et les droits fondamentaux des populations des Etats partageant cette région du continent africain. Longtemps caractérisée par des violences armées de faible intensité et de courte durée, la partie occidentale du Sahel a en particulier connu une dégradation de sa situation sécuritaire ces sept dernières années. Déclenchée par une rébellion armée issue de certaines communautés au nord du Mali en 2012 poursuivant, entre autres, des revendications sécessionnistes et influencée par la chute du régime Kadhafi en Lybie, la déstabilisation de cette région s'est aggravée avec l'arrivée de groupes armés affiliés à des réseaux djihadistes internationaux. Afin de financer leurs activités et recruter les effectifs, les différents groupes armés se sont notamment investis dans un trafic de drogue et un trafic humain de grande envergure. Leur présence dans la région, impulsée par une crise confiance envers l'Etat, a pour conséquence l'entrave au fonctionnement des institutions publiques, un gel de la possibilité de développer des projets d'infrastructures et accentue fortement les clivages entre les diverses communautés. Parmi les principales sources de mécontentements figurent les tensions constantes relatives au territoire et ses ressources, notamment hydriques, le manque, l'absence et/ou le caractère inadapté de services étatiques de base (notamment en matière d'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation et à la justice), ainsi que le défaut de transfert des ressources en lien avec les lois et politiques de décentralisation.

### **L'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015 au Mali**

Bien que la crise sécuritaire sahélienne soit régionalisée, la région du Nord du Mali demeure son épicerie originelle. Cette crise a pourtant connu une conjoncture favorable avec l'Accord pour la paix et la réconciliation signé en 2015 par le Gouvernement du Mali et les groupes armés des coalitions de la Plateforme et la Coordination des mouvements de l'Azawad. Sa mise en œuvre demeure toutefois problématique.

Dans sa configuration, cet accord prévoit notamment une réforme institutionnelle qui dote les régions du Nord d'une Assemblée Régionale élue au suffrage universel direct, bénéficiant d'un très large transfert de compétences, de ressources et jouissant des pouvoirs juridiques, administratifs et financiers appropriés<sup>2</sup>. Il rend par ailleurs compétentes les régions en matière, entre autres, d'aménagement du territoire et institue la nécessité d'une consultation entre Etats et régions en cas de réalisation des projets de développement décidés par l'Etat et les organismes publics ou privés concernant ces entités, ainsi qu'en cas d'exploitation des ressources naturelles.

En matière de développement, l'accord prévoit la création d'une Zone de développement des Régions du Nord dotée d'un Fonds pour le développement durable avec la vision politique de combler les inégalités en terme d'indicateurs de développement en rapport au reste du pays dans un horizon de 10 à 15 ans. Le parlement national a par la suite

---

<sup>1</sup> Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. (2017). Une question de survie (Rapport). Genève : Geneva Water Hub, p. 108.

<sup>2</sup> Mali, Mouvements signataires à Alger de la Feuille de route du 24 juillet 2014 (2015). Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé à Alger le 1er mars 2015.



reformulé l'objectif de ce fonds pour le porter vers la facilitation d'un développement équitable de toutes les régions du Mali en allouant un budget de 73 milliards FCFA pour la période 2015-2017<sup>3</sup>.

Les réformes inscrites dans l'Accord de paix peinent toutefois à être appliquées. Le mécanisme financier du Fonds pour le développement durable n'a ainsi été mis en place qu'en début 2018. En outre, ses modalités de mise en œuvre n'ont pas encore été arrêtées générant ainsi des tensions des parties signataires de l'accord quant au risque d'un nouvel échec de mobilisation des dotations financières pour le budget de 40 milliards FCFA de l'année 2018<sup>4</sup>.

Par ailleurs, le respect de la mise en œuvre de l'accord demeure problématique également en raison du recours continu à la violence armée par des factions politiques – et ce en dépit de la signature le 20 septembre 2017 par les parties à l'accord de paix d'un document d'engagement visant la cessation définitive des hostilités – et en raison de la montée en puissance des groupes djihadistes dans la région qui multiplient les attaques. Dans ce contexte, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) créé par le Conseil de Sécurité en 2013 a vu son mandat se prolonger à plusieurs reprises. La résolution 2423 de 2018 fixe une nouvelle échéance au 30 juin 2019 et demande en particulier au Secrétaire Général de travailler à la conclusion d'un « Pacte pour la paix » entre le Gouvernement malien et les Nations Unies visant à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paix et à renforcer la cohérence des efforts déployés par la communauté internationale au Mali<sup>5</sup>.

### L'initiative régionale du G5 Sahel

En réponse à l'instabilité affectant la zone Sahel, cinq Etats, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad ont mis en place en 2014 l'initiative G5 Sahel. Constituée d'un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, cette initiative a pour particularité d'être basée sur une volonté politique forte des Etats de reconnaître la nécessaire interdépendance des défis de la sécurité et du développement. Parmi ses différents axes de développement, la Convention de création du G5 Sahel<sup>6</sup> accorde une importance à la gestion de l'eau en soi ainsi qu'à travers les autres défis que constituent, le changement climatique, la sécurité alimentaire et le pastoralisme, le développement des infrastructures hydrauliques et le développement humain. De plus, elle pose en particulier comme objectif la promotion d'un développement inclusif et durable afin de répondre à la promotion des zones les moins développées.

Au niveau de la mise en œuvre de cette coopération étatique, le volet de développement a toutefois été écarté au profit de son volet sécuritaire au cours des négociations, d'une part en raison des priorités posées dans le cadre de la mobilisation internationale de fonds ainsi que de la complexité budgétaire liée à la constitution d'une force militaire conjointe, d'autre part en raison du manque de confiance en les capacités du G5 Sahel de gérer des projets de développement d'envergure<sup>7</sup>. La Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), quant à elle, a été institué suite à la résolution du G5 Sahel du 6 février 2017<sup>8</sup>. Son concept d'opération stratégique a été validé et son déploiement autorisé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine<sup>9</sup> et elle a reçu l'approbation du Conseil de sécurité de Nations Unies<sup>10</sup>. La FC-G5S a pour mission principale le contrôle des trois zones frontières que partagent les Etats membres du G5 Sahel, et mène celle-ci avec le soutien des Forces armées françaises. Son mandat est officiellement un mandat d'imposition de la paix, mais elle dispose toutefois de règles d'engagement relevant du

---

<sup>3</sup> Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/2018/581. Letter dated 8 August 2018 from the Panel of Experts established pursuant to resolution 2374 (2017) on Mali addressed to the President of the Security Council. Distr. Générale 9 août 2018.

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/RES/2423. Résolution 2423 (2018) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 8298e séance, le 28 juin 2018. France : projet de résolution. Distr. Générale 28 juin 2018.

<sup>6</sup> Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad (2014). Convention portant création du G5 Sahel

<sup>7</sup> International Crisis Group (2017). Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire. Rapport Afrique (258), p. 20. ; Desgrais, N., Sada, H. (2018). Le G5 Sahel, en réaction à la mutation de l'environnement stratégique sahélien : Politiques régionales de coopération et niveaux d'engagement des Etats membres. Fondation pour la Recherche Stratégique, p. 143

<sup>8</sup> Secrétariat Permanent du G5 Sahel (2017). Résolution n° 00-01/2017 relative à la création d'une force conjointe du G5 Sahel

<sup>9</sup> Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (2017). 679ème Réunion. Communiqué PSC/PR/COMM(DCLXXIX).

<sup>10</sup> Conseil de sécurité des Nations Unies (2017). S/RES/2359. Résolution 2359 (2017) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7979e séance, le 21 juin 2017. Distr. Générale 21 juin 2017 ; Conseil de sécurité des Nations Unies (2017). S/RES/2364. Résolution 2364 (2017) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7991e séance, le 29 juin 2017. Distr. Générale 29 juin 2017

registre de la guerre<sup>11</sup>. La FC-G5S ne bénéficie par ailleurs pas d'une assise budgétaire pérenne en raison du refus des Etats-Unis et du Royaume-Uni d'octroyer un financement à travers un mécanisme onusien. Au niveau opérationnel, la FC-G5S fait l'objet de questionnements quant à ses capacités à remplir avec efficacité ses missions, alors qu'elle présente des faiblesses en comparaison à l'initiative analogue de Force multinationale Mixte (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad) engagée contre l'insurrection de Boko Haram dans la région du Lac Tchad, notamment en matière d'expérience militaire et de ressources financières<sup>12</sup>.

### L'Alliance pour le Sahel

Parallèlement à cette initiative, un consortium de bailleurs de fonds a mis sur pied en 2017 l'Alliance pour le Sahel sur une initiative de la France et de l'Allemagne soutenue par l'Union Européenne qui vise à améliorer la coordination des projets de développement en ciblant prioritairement les régions sensibles. Ce groupe comprend notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations unies pour le développement, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Italie, et le Luxembourg. Les Pays-Bas et l'USAID participent en tant que membres observateurs. Le portefeuille de l'Alliance Sahel représente 7,5 milliards d'euro, répartis entre 4 milliards d'euro de projets en cours et 3,5 milliards d'euro de projets nouveaux<sup>13</sup>. Ces projets s'exécuteront tous de 2018 à 2022 dans les six secteurs suivants : Employabilité des jeunes et éducation ; Développement rural, agriculture et sécurité alimentaire ; Energie et Climat ; Décentralisation et Services de base ; Gouvernance ; Sécurité intérieure. Dans son approche, l'Alliance Sahel vise à flexibiliser les ressources, notamment en initiant de nouveaux modes opératoires qui couplent impacts de court terme, et programmes structurants de moyen terme. Elle compte également mettre en place un nouveau cadre contractuel de suivi et évaluation renforcé dans les zones de vulnérabilités permettant de réorienter des projets en cours de réalisation au gré du contexte.

L'initiative de l'Alliance Sahel s'est effectuée sans que le G5 Sahel ne renonce toutefois à son volet de développement. Les deux mécanismes ont alors clarifié leur relation respective et, tout en affirmant leur autonomie propre, ont identifié des zones de recoupement entre le Portefeuille de projets de l'Alliance Sahel et le Plan d'Investissement Prioritaires du G5 Sahel<sup>14</sup>. Ce dernier est structuré autour des quatre axes que sont : défense et sécurité ; gouvernance ; infrastructures ; résilience et développement humain. Des projets de ce plan pourront être pris en charge par l'Alliance Sahel dans la mesure où les arrangements institutionnels permettent de servir les buts d'accélération de la réalisation de projets emblématiques et de conjugaison des efforts dans des zones vulnérables. Il faut cependant relever que certains partenaires techniques et financiers pourraient conditionner le financement des projets définis par le G5 Sahel sur la base des preuves de bonne gestion du fonds fiduciaire dédié à la FC-G5S<sup>15</sup>. Une « Initiative verte pour le Sahel » a été lancée par la France dans le cadre de l'Alliance Sahel pour mobiliser en faveur de la sécurité alimentaire et de l'agro-écologie. L'approche défendue vise à renforcer les synergies entre agro-écologie et filières agro-alimentaires industrielles et commerciales et la création de chaînes de valeur. Un accent est mis sur l'attractivité des zones rurales pour la jeunesse (couverture internet, télémedecine, téléenseignement, etc.).

### Enjeux relatifs à un nexus eau et paix

La situation d'instabilité au Sahel renvoie à la question des défis de mise en œuvre d'un nexus développement et sécurité<sup>16</sup>, qui est au fondement même de la vision politique endossée par les cinq Etats constitutifs du G5 Sahel et formulée comme une réponse à la crise régionale. Dans sa déclinaison, l'approche du G5 Sahel vise ainsi d'une part à endiguer les violences armées, d'autre part à répondre aux besoins des populations par des projets de développement de service de base et enrayer par-là les motifs d'insurrection.

Ramenée au domaine de l'eau et au potentiel de sa contribution pour la paix au Sahel, cette approche amène à se questionner sur les opportunités et les risques d'engager ou de renforcer des programmes d'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'eau au niveau régional et local comme levier de stabilisation. Cette réflexion passe

---

<sup>11</sup> International Crisis Group (2017). Op. cit.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Alliance Sahel (2018). L'Alliance Sahel au 21 avril 2018. Présentation faite à Washington le 21-04-18

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Desgrais, N., Sada, H. (2018). Op. cit.

<sup>16</sup> Desgrais, N., Sada, H. (2018). Op. cit.

par une prise en compte des défis globaux caractéristiques du recours à la coopération sur l'eau comme instrument de paix, qui ont fait l'objet d'une étude consignée dans le rapport du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix<sup>17</sup>.

En rapport à l'approche du nexus sécurité et développement prônée par le G5 Sahel, la mise en place d'un nexus « eau et paix » place toutefois un cadre de travail dans une perspective temporelle et institutionnelle différente. Bien que des parallèles logiques soient aisément applicables entre ces deux nexus, il faut y apporter les nuances suivantes :

Du point de vue du domaine de l'eau, des projets de développement requièrent des ressources en temps et en capitaux substantielles en matière notamment de construction d'infrastructures et leur exploitation, de gestion d'écosystèmes et de ressources souterraines garantissant un usage durable, des réformes et innovations visant à gagner de l'efficacité dans ses principaux usages et à lutter contre les diverses sources de pollution. Même si des projets ciblés peuvent être mis en place relativement rapidement, ils demeurent comparativement plus complexes et longs que d'autres types de projet de développement (de l'ordre des services de base sans infrastructure) communément prioritaires par des stratégies civilo-militaires et visant un objectif de stabilisation de court terme. De surcroît, étant donné les rivalités autour de l'accès à l'eau, il est impératif de considérer le risque que le développement de projets ne permettant pas l'accès à une quantité minimum de cette ressource à travers une distribution équilibrée n'attisent plus de tensions intercommunautaires qu'ils n'en apaisent<sup>18</sup>.

Du point de vue de la construction de la paix, on conviendra que sa finalité dépasse la simple absence de conflits pour s'inscrire de manière durable et solide. La situation du Mali est sous cet angle emblématique considérant que le pays a connu depuis son indépendance une succession de soulèvements dans ses régions du Nord basculant de la sorte constamment entre situation de conflits et absence de conflits<sup>19</sup>. Au-delà de questions sécuritaires, le processus de paix vise à établir un dialogue politique et à constituer des institutions qui puissent garantir une représentativité des communautés et rétablir des liens de confiance à la fois entre celles-ci et envers l'Etat à travers des garanties de prise en compte des intérêts respectifs. Dans un contexte où les violences armées perdurent, la question de la réconciliation et de la justice est également un enjeu important. Elle pose par ailleurs le dilemme classique par lequel les efforts diplomatiques envers des leaders communautaires peuvent être compromis par l'implication de ces derniers dans des crimes pénaux internationaux<sup>20</sup>. L'implication de milices communautaires dans les stratégies militaires d'Etats de la région posent par ailleurs problèmes pour travailler en faveur de la réconciliation. Inversement, le traitement strict de groupes armés catégorisés comme terroristes ferme des portes à des démarches de démobilisation et réintégration de leurs effectifs composés en grande partie d'individus recrutés par opportunisme ou par besoins de sécurité personnelle<sup>21</sup>.

### Un processus politique nécessaire

Dans la vision du rapport du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, utiliser l'eau comme vecteur de paix nécessite de traiter la gouvernance de l'eau en reconnaissant sa nature politique. En cela, le développement d'infrastructures hydrauliques d'envergure implique généralement une redistribution des ressources naturelles parmi les communautés, à plus forte raison en situation de stress hydrique, non seulement en terme d'accès à l'eau potable mais également en rapport à tout type de culture et de ressources dépendant de l'eau, tel que les réserves sylvicoles, fourragères, halieutiques, les zones humides, la biodiversité, etc. Dans le cadre de la mise en place d'une

---

<sup>17</sup> Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. (2017). Une question de survie (Rapport). Genève : Geneva Water Hub, p.108

<sup>18</sup> International Crisis Group (2018). Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique. Rapport Afrique (261), p. 36.

<sup>19</sup> Guichaoua, Y., Pellerin, M. (2017). Faire la paix et construire l'Etat : les relations entre pouvoir central et périphéries sahéniennes au Niger et au Mali. Etude de l'IRSEM, (51), p. 90.

<sup>20</sup> Le projet de loi de réconciliation nationale en préparation au Mali est catégorique sur l'impunité des auteurs présumés de ces crimes in Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/2018/581. Letter dated 8 August 2018 from the Panel of Experts established pursuant to resolution 2374 (2017) on Mali addressed to the President of the Security Council. Distr. Générale 9 août 2018

<sup>21</sup> Guichaoua, Y., Pellerin, M. (2017). Op. cit. ; International Crisis Group (2018). Op. cit

diplomatie citoyenne<sup>22</sup>, les impacts environnementaux et sociaux liés à des projets doivent ainsi pouvoir être négociés au sein d'un processus représentatif des parties prenantes qui traite les enjeux de manière équitable et transparente. Ce processus est relativement peu priorisé dans des contextes de développement stable. Dans des contextes de conflit tels que le Sahel, celui-ci paraît alors essentiel pour réaliser le potentiel du recours à l'eau comme vecteur de paix, étant donné que la pression anthropique sur les ressources naturelles ainsi que la lutte pour les « dividendes de la paix »<sup>23</sup> sont des variables prépondérantes des conflits intercommunautaires et des tensions envers l'Etat central. Par ailleurs, il existe dans la région des exemples de projets de services d'eau couplés à un travail de dialogue politique ayant produit des effets de stabilisation, dont les enseignements pourraient être capitalisés<sup>24</sup>.

Afin de réaliser la conjonction entre le domaine de l'eau et le domaine de la paix, il paraît ainsi important que le développement de projets de coopération sur l'eau puisse appuyer ce dialogue relatif aux enjeux sociaux et environnementaux sur, ou à tout le moins se coordonner avec, des institutions ou des mécanismes ad hoc fiables issus de processus de construction de la paix. Au Niger, la Haute autorité pour la consolidation de la paix semble par exemple jouir de la légitimité requise à cet effet, tandis que le Mali peine à établir des organes exempts de critiques de partialité<sup>25</sup>.

Inversement, il y a lieu de considérer comment des institutions créées dans le cadre de la coopération interétatique sur l'eau, telles que des organismes des bassins transfrontaliers, ou des initiatives visant une gestion concertée des aquifères transfrontaliers peuvent apporter un soutien au processus de paix. Au-delà de son exemple assez unique des grands barrages partagés entre les pays du bassin<sup>26</sup>, le rôle de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal dans l'ouverture du dialogue diplomatique établi au plus fort de la crise sénégal-mauritanienne est un cas d'école en la matière<sup>27</sup>.

Il est également pertinent de prendre en compte le rôle prépondérant des forces armées dans le contexte de la crise sécuritaire en considérant d'une part leurs missions de protection des installations civiles contre des attaques terroristes, et d'autre part leurs compétences d'ingénierie et leurs capacités logistiques pouvant être mis à profit pour développer des services d'eau à la population<sup>28</sup>. Cette opportunité est à considérer en lien avec les risques associés à la présence durable de forces militaires étrangères dans la perception des acteurs locaux<sup>29</sup>.

---

<sup>22</sup> Le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix fonde ce concept sur la reconnaissance par l'AG des Nations Unies du droit humain à l'eau et recommande, inter alia, que « la gestion intersectorielle de l'eau, notamment la gestion des projets d'eau transfrontières, permette la participation, le partage de toutes les informations pertinentes et l'échange de données entre toutes les parties prenantes, y compris les groupes de la société civile. » Le Panel recommande également un niveau approprié de transparence et de partage de données aux premières étapes de projet, des plateformes de dialogue multipartite garantie par les gouvernements, ainsi qu'un investissement systématique dans l'éducation relative à l'eau et à la gestion de l'eau à tous les niveaux en vue de garantir le fonctionnement des plateformes. Voir Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. (2017). Op. cit. Chapitre 5 : Diplomatie citoyenne, gestion intersectorielle de l'eau et prise de décisions.

<sup>23</sup> On entend souvent par-là toutes réalisations concrètes qui bénéficient à une ou plusieurs parties prenantes aux négociations du processus de paix. In Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/2018/541. La situation au Mali. Rapport du Secrétaire général. Distr. Générale 6 juin 2018 ; International Crisis Group (2018). Op. cit.

<sup>24</sup> Nordic Consulting Group (2011). Évaluation finale du projet Sécurisation de l'Accès à l'Eau pour les Pasteurs du Niger Oriental « Puits de la Paix », CARE PDP/NER 076. Evaluation commanditée par CARE, Danemark, p. 102.; Guichaoua, Y., Pellerin, M. (2017). Op. cit. ; International Crisis Group (2018). Op. cit.

<sup>25</sup> Guichaoua, Y., Pellerin, M. (2017). Op. cit. ; Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/2018/581. Op. cit.

<sup>26</sup> Bolognesi, T., Bréthaut, C. (2015). Les facteurs de la coordination au niveau des bassins versants transfrontaliers : enseignements de l'OMVS et de l'ABN.

<sup>27</sup> Tignino, M. (2016). Water during and after armed conflicts: what protection in international law?. Brill Academic Publishers.

<sup>28</sup> Galland, F. (2018). Quelle réponse civilo-militaire à l'insécurité hydrique des pays du G5 Sahel ?, Revue de la Défense Nationale, TRIBUNE (1005), 1-5.

<sup>29</sup> Desgrais, N., Sada, H. (2018). Op. cit.



## Vers une table ronde sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel

Une réflexion sur l'application d'un nexus eau et paix dans le contexte du Sahel se présente ainsi comme une opportunité d'ouvrir de nouvelles voies de résolution de conflit. En vue de trouver les moyens concrets de l'opérer, il y a lieu de considérer la question de comment concilier d'une part les différentes temporalités des acteurs<sup>30</sup>, d'autre part et corrélativement les différents canaux institutionnels des domaines de l'eau et de la paix. Cette conciliation est d'autant plus nécessaire qu'il est considéré depuis un certain temps que les délimitations entre situations de développement et de crises sont poreuses et que les problématiques liées à l'accès durable aux ressources naturelles interpelle tant les acteurs de l'humanitaire que ceux du développement<sup>31</sup>. La question des démarches à entreprendre dans ce sens reste pourtant d'actualité. Le constat de la relation d'interdépendance entre l'agenda de la paix et de la sécurité et de l'agenda du développement durable relatif à l'eau, avancé dans son rapport par le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, constitue un des fondements actuels de ces efforts de décloisonnement. Plus récemment, la Déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 19 juillet 2018 abonde dans le sens de ce constat et encourage les initiatives politiques pour sensibiliser aux enjeux de l'eau<sup>32</sup>.

En vue de recourir à la coopération sur l'eau comme un vecteur de paix au Sahel, des pistes de solution devront alors être en mesure de composer avec les tensions entre :

- D'une part des enjeux de court à moyen terme, tels que les objectifs politiques et militaires d'endiguer les motifs de résistance armée, les pressions internationales relatives aux accords de paix, les pressions des mouvements armés pour obtenir des « dividendes de la paix », les diverses échéances électorales, les violences intercommunautaires relatives aux ressources naturelles ;
- D'autre part des enjeux à plus long terme, tels que la mise en œuvre de projets d'infrastructure et leur autonomisation, l'agenda de mise en œuvre des politiques de décentralisation, le processus de réconciliation et de justice, le développement du savoir-faire en matière de gestion des ressources hydriques, y compris transfrontalières, la volonté politique et populaire de gérer durablement les ressources naturelles.

A cette fin, la table ronde a pour ambition de construire un dialogue entre les divers domaines d'expertise en lien avec la coopération sur l'eau et les organes de bassin, la consolidation de la paix et de médiation, l'humanitaire, le secteur privé engagé dans la gestion de l'eau, ainsi que de la sécurité et militaire.

La table ronde s'articulera notamment autour des questions suivantes :

- Comment le développement d'infrastructure hydraulique et de services d'eau peut soutenir un processus de construction de la paix ?
- Comment le développement de la gestion des ressources d'eau de surface et souterraines peut soutenir le processus de construction de la paix ?
- Sur quels organes/mécanismes ad hoc s'appuyer pour assurer un processus politique visant à réaliser des projets de coopération sur l'eau ?
- Comment prévenir que le développement d'infrastructures ou leur exploitation ne devienne la cible militaire de groupes armés non-étatiques ?
- Quel rôle attribuer aux forces armées dans le cadre du développement d'infrastructures en zone fragile ?
- Comment engager les différentes communautés de bailleurs de fonds internationaux sur un calendrier conjoint de développement d'infrastructures et de construction de la paix ?
- Comment gérer le risque en matière de financement pour la construction d'infrastructure en zone fragile ?
- Comment assurer la mise en place et l'autonomisation du système d'exploitation et maintenance d'infrastructure hydraulique en zone fragile ?

---

<sup>30</sup> Guichaoua, Y., Pellerin, M. (2017). Op. cit.

<sup>31</sup> Agence Française de Développement & Groupe URD (2008). Humanitaires et développeurs : comment agir ensemble en sortie de crise et de conflit. Savoirs communs n°2.

<sup>32</sup> Conseil économique et social (2018). E/HLS/2018/1 Déclaration ministérielle issue du débat de haut niveau tenu par le Conseil économique et social à sa session de 2018 sur le thème intitulé « Du niveau mondial au niveau local : appuyer l'édification de sociétés viables et résilientes en milieux urbain et rural ». Déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social en 2018 sur le thème intitulé « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes ». Distr. Générale 1er août 2018.



## Bibliographie sommaire

- Agence Française de Développement & Groupe URD (2008). Humanitaires et développeurs : comment agir ensemble en sortie de crise et de conflit. Savoirs communs n°2
- Agence Française de Développement & Groupe URD (2009). Eau et assainissement en sortie de crise : entre urgence et développement. Savoirs communs n°7
- Alliance Sahel (2018). L'Alliance Sahel au 21 avril 2018. Présentation faite à Washington le 21-04-18
- Bolognesi, T., Bréthaut, C. (2015). Les facteurs de la coordination au niveau des bassins versants transfrontaliers : enseignements de l'OMVS et de l'ABN (Geneva Water Hub ; Université de Genève)
- Brachet, C., Dessouassi, R. (2008). La Vision partagée du Niger, Autorité du Bassin du Niger.
- Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad (2014). Convention portant création du G5 Sahel
- Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (2017). 679ème Réunion. Communiqué PSC/PR/COMM(DCLXXIX).
- Conseil de sécurité des Nations Unies (2017). S/RES/2359. Résolution 2359 (2017) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7979e séance, le 21 juin 2017. Distr. Générale 21 juin 2017
- Conseil de sécurité des Nations Unies (2017). S/RES/2364. Résolution 2364 (2017) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7991e séance, le 29 juin 2017. Distr. Générale 29 juin 2017
- Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/2018/432. Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du G5 Sahel (texte final du projet de rapport). Distr. Générale 8 mai 2018.
- Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/2018/541. La situation au Mali. Rapport du Secrétaire général. Distr. Générale 6 juin 2018.
- Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/RES/2423. Résolution 2423 (2018) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 8298e séance, le 28 juin 2018. France : projet de résolution. Distr. Générale 28 juin 2018
- Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). S/2018/581. Letter dated 8 August 2018 from the Panel of Experts established pursuant to resolution 2374 (2017) on Mali addressed to the President of the Security Council. Distr. Générale 9 août 2018
- Conseil économique et social (2018). E/HLS/2018/1 Déclaration ministérielle issue du débat de haut niveau tenu par le Conseil économique et social à sa session de 2018 sur le thème intitulé « Du niveau mondial au niveau local : appuyer l'édification de sociétés viables et résilientes en milieux urbain et rural ». Déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social en 2018 sur le thème intitulé « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes ». Distr. Générale 1er août 2018.
- Desgrais, N., Sada, H. (2018). Le G5 Sahel, en réaction à la mutation de l'environnement stratégique sahélien : Politiques régionales de coopération et niveaux d'engagement des Etats membres. Fondation pour la Recherche Stratégique, p. 143.
- Galland, F. (2018). Quelle réponse civilo-militaire à l'insécurité hydrique des pays du G5 Sahel ?, Revue de la Défense Nationale, TRIBUNE (1005), 1-5.
- Grünwald, F., Baché, J., & Brangeon, S. (2016). Résilience dans la zone entre Sahara et forêts tropicales: l'enjeu d'une analyse Stress-Menaces-Risques (SMR). SMR, 2, 5.
- Guichaoua, Y., Pellerin, M. (2017). Faire la paix et construire l'État : les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali. Étude de l'IRSEM, (51), p. 90.
- ICRC. (2015). Urban services during protracted armed conflict: a call for a better approach to assisting affected people, International Committee of the Red Cross, Geneva
- International Crisis Group (2017). Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire. Rapport Afrique (258), p. 20.
- International Crisis Group (2018). Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique. Rapport Afrique (261), p. 36.
- Mali, Mouvements signataires à Alger de la Feuille de route du 24 juillet 2014 (2015). Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, Paraphé à Alger le 1er mars 2015.
- Nordic Consulting Group (2011). Évaluation finale du projet Sécurisation de l'Accès à l'Eau pour les Pasteurs du Niger Oriental « Puits de la Paix », CARE PDP/NER 076. Evaluation commanditée par CARE, Danemark, p. 102.
- Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. (2017). Une question de survie (Rapport). Genève : Geneva Water Hub/Pôle Eau Genève, p. 108.

- Secrétariat Permanent du G5 Sahel (2017). Résolution n° 00-01/2017 relative à la création d'une force conjointe du G5 Sahel
- Tignino, M. (2016). Water during and after armed conflicts: what protection in international law?. Brill Academic Publishers.
- Véron, J. B. (2014). Les dynamiques du pastoralisme au Sahel. Afrique contemporaine, (1), 11-19.